

CONSEIL MUNICIPAL DU 5 JUILLET 2017 EN BREF

Ouverture de la séance à 20h30

ORDRE DU JOUR	CONTENU DES DOSSIERS	VOTE
<p>URBANISME</p>	<p>1/ <u>REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE – DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES</u></p> <p>Monsieur le Maire explique que le conseil municipal est appelé à débattre des orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de la procédure de révision du PLU.</p> <p>Il rappelle que par délibération n° 2017-05-30-009 en date du 30 mai 2017, le conseil municipal a prescrit la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal.</p> <p>Il explique que conformément à l'article L151-5 du code de l'urbanisme, le PADD définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; - Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ». <p>Le PADD n'est pas soumis à un vote mais à un débat conformément aux dispositions de l'article L153-12 du code de l'urbanisme.</p> <p>« Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ».</p> <p>Le PADD de Montluel s'articule autour de cinq orientations principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Axe n°1 : un développement raisonné, modéré et diversifié garantissant une gestion économe de l'espace ; - Axe n°2 : une centralité constituée de 2 pôles : l'affirmation du centre-ancien et le développement de la polarité stratégique du quartier de la gare ; - Axe n°3 : favoriser le dynamisme local et conforter l'offre commerciale ; - Axe n°4 : valoriser le cadre de vie et le fonctionnement urbain ; - Axe n°5 : un développement respectueux de l'environnement et favorisant la prévention des risques. 	<p>APRES EN AVOIR DEBATTU, LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DU PADD</p>

2/ MODIFICATION DU REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 11 décembre 2001, la ville a adopté un règlement du service public de l'eau potable appelé « règlement du service des eaux ».

Ce document nécessite d'être actualisé, afin de tenir compte notamment des évolutions législatives, réglementaires et du transfert de la compétence assainissement à l'EPCI local.

Il est proposé d'amender l'article 21 du règlement du service public de l'eau potable du fait du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur de la manière suivante :
Article 21 : « L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations sauf s'il peut se prévaloir du décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012. »

Il est également proposé de retirer du règlement du service public de l'eau potable les mentions suivantes, devenues sans objet du fait du transfert de la compétence assainissement à l'EPCI local.

Annexe au règlement : « Redevance d'assainissement [...] la redevance peut comporter une part versée à celle-ci et une part versée à la collectivité ».

Il est proposé de substituer :

- Le « règlement du service de l'eau », au « règlement du service des eaux » (dans l'ensemble des dispositions du document) ;
- L'Agence Régionale de Santé à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Enfin, il est proposé la modification suivante est proposée à l'article 6 :

Article 6 : « Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf OU EXISTANT, NOTAMMENT EN CAS DE DIVISION D'UN IMMEUBLE EXISTANT (qu'il soit meublé ou non), le service des eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et la réglementation sanitaire ».

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications précitées au règlement du service de l'eau potable daté du 11 décembre 2001 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir l'ensemble des démarches utiles à cet effet, et, à signer tout acte s'y rapportant.

EAU POTABLE

UNANIMITE

3/ **PLAN DE SOUTIEN AUX COMMERCES**

Monsieur le Maire expose que le commerce est une composante importante de l'économie locale. Il favorise la qualité du cadre de vie, participe à l'animation des communes et crée du lien entre les habitants. Le commerce est actuellement confronté à d'importantes mutations : les attentes des consommateurs évoluent très vite, le e-commerce a bouleversé les habitudes d'achat, les concentrations de commerces ont profondément modifié nos paysages, les rythmes de vie se transforment.

Dans de très nombreuses communes, les conséquences se font de plus en plus visibles avec la fermeture de commerces et une vacance des locaux commerciaux qui augmente.

Nous sommes au début de l'émergence d'un nouveau modèle commercial qu'il va falloir accompagner.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que depuis le 1er janvier 2017, la compétence "politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales" est devenue une compétence obligatoire des communautés de communes dans le cadre de la Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).

Cette compétence n'a pas de définition légale ou officielle. Toutefois, en matière de soutien aux activités commerciales, la loi a maintenu un principe de subsidiarité entre communes et communautés.

Dans ce domaine, les interventions intercommunales sont conditionnées à la référence à un intérêt communautaire. Il s'agit, autrement dit, de préciser quelles actions relèvent du niveau intercommunal et lesquelles sont de la responsabilité des communes.

COMMERCES

Monsieur le Maire explique que dans ce contexte en mutation et économiquement difficile, la Commune de Montluel a décidé de mettre en œuvre un ensemble de mesures concrètes nommée « Le plan de soutien aux commerces et à l'artisanat de proximité ».

En complément des actions menées par la Région, il est proposé de construire la politique communale en faveur du commerce autour de quatre axes en :

- Mobilisant les outils de l'urbanisme commercial ;
- Mettant en œuvre des actions sur la fiscalité des commerces montluistes ;
- Mettant en place un dispositif communal d'aides directes aux commerçants ;
- Développant les outils de communication.

➤ **Instauration d'un droit de préemption commerciale sur les fonds de commerce et artisansaux, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial**

Monsieur le Maire expose que la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des Petites et Moyennes Entreprises et modifiée par la loi n°2014-626 du 18 juin 2014, a introduit, dans son article 58, un droit de préemption au profit des communes sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux.

L'objectif de cet outil réglementaire est de maintenir la vitalité et la diversité du commerce et de l'artisanat de proximité, et particulièrement de préserver l'animation urbaine des centres-villes.

Le phénomène de la dévitalisation des centres-villes, qui touche moyennes et petites communes, et qui s'amplifie depuis 15 ans, appelle d'ailleurs, petit à petit, l'attention des pouvoirs publics.

	<p>Montluel n'échappe pas à ce constat. La ville est confrontée à une profonde mutation de son appareil commercial et artisanal (phénomène de vacance des locaux et de spécialisation commerciale, surreprésentation des activités de services, ...).</p> <p>Cette évolution s'inscrit dans un environnement sans cesse renouvelé et alimenté par l'avènement de nouvelles habitudes de consommation et de déplacement qui ont un impact direct sur l'urbanisme commercial et sur la fréquentation du commerce de proximité.</p> <p>Pour autant, le maintien de ces activités de proximité, notamment en cœur de ville, constitue un enjeu majeur tant pour des raisons économiques que sociales évidentes.</p> <p>Aussi, et dans le cadre d'une réflexion plus globale dont il ne serait qu'un outil, la ville envisage d'instaurer un droit de préemption commercial, conformément à l'article L214-1 du code de l'urbanisme.</p> <p>Monsieur le Maire explique que la commune fera usage, si nécessaire, de cette faculté, dans deux secteurs identifiés : le centre-ville et la ZAC Prés Seigneurs.</p> <p>Lorsqu'une commune, en application des dispositions de l'article R214-1 du code de l'urbanisme envisage d'instituer le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés, le maire soumet pour avis le projet de délibération du conseil municipal à la chambre de commerce et d'industrie territoriale et à la chambre des métiers et de l'artisanat dans le ressort desquelles se trouve la commune.</p> <p>Le projet de délibération est accompagné du projet de plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale.</p> <p>Les chambres consulaires ont été saisies d'une demande d'avis le 28 avril 2017, et ont toutes deux émis un avis favorable, respectivement le 22 mai pour la CCI de l'Ain et le 15 juin pour la CMA.</p> <p>Pour le centre-ville, le périmètre de sauvegarde proposé comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Grande Rue : du n°37 au n°276 - La rue notre dame des marais : du n°1 au n°43 - La place Carnot - L'avenue de la gare (jusqu'à la Rue Neuve) : du n°9 au n°96. <p>Toutes les rues précitées, définissant le périmètre de sauvegarde, sont concernées de part et d'autre de la voie.</p> <p>Les objectifs du droit de préemption commercial sur la zone d'activités du centre-ville consisteront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Combler les lacunes de l'offre actuelle et renforcer la diversité de l'offre qualitative commerciale ; - Solidifier l'offre commerciale du centre-ville ; - Créer une offre répondant aux besoins des nouveaux habitants et consommateurs. <p>Pour la ZAC Prés Seigneurs ouverte à la construction, les objectifs du droit de préemption consisteront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer une offre artisanale répondant aux besoins des nouveaux habitants et consommateurs ; - Maintenir la diversité du tissu artisanal de proximité. 	
--	--	--

	<p>La ville sera prudente et vigilante quant à l'utilisation du droit de préemption sur les fonds de commerce et artisanaux et les baux commerciaux. En effet, le droit de préemption ne sera utilisé qu'en tant qu'outil incitant le cédant à trouver un repreneur dans sa branche d'activité.</p> <p>L'intérêt du droit de préemption réside surtout dans l'instauration d'un périmètre de sauvegarde qui peut être utilisé comme un outil de prévention par les communes. Effectivement, il permettra à la municipalité d'être informée des ventes de fonds de commerces et artisanaux par le biais des déclarations d'intention d'aliéner.</p> <p>La politique de revitalisation passe, en effet, par le biais d'autres leviers, à l'instar de la réhabilitation du patrimoine, de nouveaux logements et services, des politiques fiscales incitatives ou un urbanisme mettant davantage en avant les équilibres entre commerces de centre-ville et zones d'activités commerciales de périphérie. La revitalisation passe, avant tout, par une meilleure coordination entre les élus, les acteurs de l'aménagement urbain, publics et privés, ainsi que les commerçants.</p> <p>La réflexion participative engagée dans le cadre de la révision du PLU de la commune, la nomination d'un adjoint en charge de la vie économique, du commerce et de l'emploi, qui accompagne les acteurs économiques du territoire dans leurs démarches et leurs projets de développement, témoignent ainsi de la cohérence des différentes actions entreprises par la commune.</p> <p>Aussi, et au vu du rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale, et des avis favorables émis par les chambres consulaires, il est proposé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat tels que proposés en annexes au rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale ; - D'instituer à l'intérieur de ces périmètres un droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, et les terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés ; - D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir l'ensemble des démarches utiles à cet effet, et, à signer tout acte s'y rapportant ; - De confirmer l'autorisation accordée à Monsieur le Maire, par délibération n°2014-04-17-44 du 17 avril 2014 et au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'exercer au nom de la commune ce droit de préemption. <p>➤ <u>Aides directes à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales</u></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les aides aux entreprises accordées sur la base de l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales revêtent plusieurs formes : prestations de services, subventions, bonifications d'intérêts ou prêts et avances remboursables, à taux nul ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations. Attribuées et mises en œuvre par la région, chef de file, leur régime est défini par délibération du conseil régional (dispositif de portée générale, types d'entreprises bénéficiaires, forme des aides, taux plafond). Le conseil régional peut déléguer la gestion des avances remboursables à des établissements publics.</p> <p>Les communes peuvent participer au financement de ces aides dans le cadre d'une convention passée avec la région. Par ailleurs, les communes peuvent aussi mettre en œuvre un projet d'aide ou un régime d'aides dont elles sont les auteurs, avec l'accord de la Région.</p> <p>L'accord de la Région prend normalement la forme d'une délibération du conseil régional ou, si elle a reçu compétence en la matière, de la commission permanente de l'assemblée délibérante régionale.</p>	<p>UNANIMITE</p>
--	---	------------------

	<p>Il est également possible que cet accord soit formalisé par une convention entre la région et la collectivité ou le groupement concerné. Dans ce dernier cas, la convention peut ne pas prévoir de cofinancement régional.</p> <p>Il est ainsi proposé de mettre en œuvre des aides directes éventuelles à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales, après accord de la Région, visant à faciliter l'installation de commerçants ou d'artisans en cœur de ville.</p> <p>Ces entreprises commerciales ou artisanales, en création ou en reprise seront éligibles qu'elles soient ou non adhérentes à une association de commerçants. Elles devront être obligatoirement s'implanter dans le périmètre de sauvegarde. Elles devront déposer en Mairie une demande de subvention.</p> <p>Le budget total de cette action sera défini chaque année par délibération du Conseil Municipal. La Ville de Montluel pourra verser des aides individuelles à plusieurs commerçants et artisans du centre-ville situé dans le périmètre de sauvegarde du cœur de ville dans la limite du budget voté chaque année.</p> <p>Il est proposé que les aides financières prennent la forme de subventions, après sélection des dossiers de demande de subvention à la suite d'appels à projets. La diversification de l'offre commerciale sera le facteur prépondérant dans l'analyse des dossiers. Les subventions individuelles feront l'objet de délibérations et seront plafonnées à 2 000 €.</p> <p>Les commerces ou artisans ayant bénéficié d'une aide ne pourront pas présenter une nouvelle demande d'aide pour le même objet, même en cas de transfert d'activité, - en cas de changement de propriétaire, aucune deuxième demande d'aide pour le même objet ne pourra être sollicitée, lorsqu'une première demande a été régulièrement acceptée.</p> <p>Monsieur le Maire précise à titre indicatif que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les commerçants peuvent solliciter directement le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ain. Il s'agit d'un dispositif principalement destiné à financer les opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services, afin de préserver ou développer un tissu d'entreprises de proximité ; - L'association Initiative Plaine de l'Ain Côtière octroie sous conditions des aides à l'installation. <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune initiera un travail partenarial avec les services de l'Etat et les chambres consulaires.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver la mise en œuvre des aides directes éventuelles à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales situées dans le périmètre de sauvegarde après l'accord de la Région et telles que définies supra ; - D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires s'y rapportant. <p>➤ <u>Aides au ravalement de façade des commerces</u></p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune souhaite mettre en œuvre une opération d'aide au ravalement des façades des commerces situés dans le périmètre de sauvegarde qui s'inscrit dans cette volonté de revitaliser et d'augmenter l'attractivité du cœur de ville.</p> <p>Cette opération a pour objectif de permettre aux commerçants d'entretenir ou de restaurer leur commerce tout en contribuant à la mise en valeur du patrimoine.</p> <p>Les personnes admises à bénéficier de l'aide seront les propriétaires ainsi que les locataires qui ont en charge dans leur bail commercial les ravalements de façade. L'aide sera accordée pour les façades visibles de la voie publique et uniquement pour la partie de la hauteur du commerce (en général en rez-de-chaussee).</p>	<p style="text-align: center;">UNANIMITE</p>
--	---	---

	<p>Les travaux devront être réalisés par des professionnels et les dépenses nécessitées par le ravalement de la façade visible de la voie publique y compris la réfection des peintures sur les menuiseries et autres accessoires apparents en façade. Ils devront par ailleurs respecter les prescriptions communales en matière d'urbanisme.</p> <p>Monsieur le Maire propose de fixer le montant de l'aide à 30% du montant total HT des travaux précisés ci-dessus et dans la limite d'un montant plafond de 2 000 €. Il est précisé qu'une seule aide par commerce pourra être accordée pendant tout le temps de l'opération.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver la mise en œuvre des aides directes au ravalement de façade des commerces situés dans le périmètre de sauvegarde du cœur de ville telles que définies supra ; - D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires s'y rapportant. <p>➤ <u>Dispositif d'aide au financement de vitrines en trompe l'œil</u></p> <p>Monsieur le Maire explique la volonté de la Commune de mettre en œuvre un dispositif d'aide au financement des vitrines en trompe l'œil des commerces vacants dans le périmètre de sauvegarde du cœur de ville.</p> <p>Les locaux commerciaux vides créent des discontinuités commerciales qui nuisent à l'attractivité qui peuvent entretenir le manque d'attractivité et participer à la désertification d'un cœur de ville.</p> <p>Ce projet, restant dans l'ordre esthétique, se veut une accroche positive susceptible d'impulser une nouvelle attractivité commerciale et touristique au cœur de ville. Il permet certes aux propriétaires de valoriser leur bien immobilier, mais la finalité de l'opération repose bien sur la nécessité de permettre la réouverture de ces boutiques. Les intentions affirmées sont bien de tenter d'attirer les clients et les visiteurs dans le cœur de ville, tout en suscitant l'installation de nouveaux porteurs de projets.</p> <p>Monsieur le Maire précise qu'en accord avec les propriétaires de commerces vacants en cœur de ville situés dans le périmètre de sauvegarde, les propriétaires pourraient bénéficier par convention d'un financement à hauteur maximum de 500 € pour la réhabilitation de leur vitrine de leur commerce en trompe l'œil.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver la mise en œuvre du dispositif d'aide à la réhabilitation des vitrines en trompe l'œil des commerces vacants dans le périmètre de sauvegarde du cœur de ville comme précisé ci-dessus ; - D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir l'ensemble des démarches utiles à cet effet, et à signer tout document s'y rapportant. - De s'engager à prévoir au budget les crédits nécessaires pour les actions concernées. 	<p style="text-align: center;">UNANIMITE</p>
--	--	---

4/	<u>MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS</u> Le recrutement d'un fonctionnaire, d'un agent contractuel, la modification de la durée hebdomadaire ou la modification du ou des grade(s) afférents à un emploi, nécessitent des créations ou des modifications régulières de postes. 4.1 <u>Services techniques : modification d'un poste</u> Afin de pouvoir procéder à la nomination d'un agent affecté aux services techniques l'auréat du concours d'agent de maîtrise, il est proposé d'ouvrir le poste d'adjoint technique territorial qu'il occupe au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux. Il est ainsi demandé au Conseil Municipal : <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver la modification de ce poste avec l'ouverture au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux en sus de celui des adjoints techniques territoriaux ; - D'inscrire les crédits correspondants au budget 2017 et suivants. 4.2 <u>Services techniques : Création d'un poste en vue d'un reclassement</u> Afin de pouvoir procéder au reclassement d'un agent déclaré inapte à ses fonctions, il est proposé de créer un poste d'agent de voirie à temps non complet à raison de 25 heures hebdomadaires ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Il est ainsi demandé au Conseil Municipal : <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver la création d'un poste d'agent de voirie à temps non complet à raison de 25 heures hebdomadaires ; - D'inscrire les crédits correspondants au budget 2017 et suivants. 	
RESSOURCES HUMAINES	UNANIMITE	UNANIMITE

5/ MODIFICATION DES RYTHMES SCOLAIRES : PASSAGE A LA SEMAINE SCOLAIRE DE QUATRE JOURS

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'à compter de la prochaine rentrée scolaire les collectivités territoriales auront le choix d'appliquer ou non la réforme des rythmes scolaires conformément au décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.

L'objectif premier de cette mesure est de donner aux acteurs de terrain davantage de souplesse dans l'organisation de la semaine scolaire afin de répondre le mieux possible aux singularités de chaque contexte local, dans le souci constant de l'intérêt des enfants.

Une dérogation aux cadres existants sera possible sous réserve qu'émerge un consensus tripartite local en faveur d'une organisation sur quatre jours, entre les conseils d'école, la commune et le Directeur académique des services de l'Education Nationale (DASEN).

Monsieur le Maire rappelle qu'une large concertation a été initiée dès le 6 mars 2017 par l'intermédiaire d'un questionnaire exhaustivement diffusé auprès des parents et d'une permanence à l'école Saint-Exupéry le 17 mars.

A l'issue, 66 % des parents ont dit souhaiter un retour à la semaine des quatre jours en mettant en avant un impact négatif indéniable du rythme scolaire actuel sur la fatigabilité de leur enfant.

Monsieur le Maire explique par ailleurs que le conseil des écoles extraordinaires en date du 22 juin 2017 a voté à la majorité en faveur d'un retour à la semaine des quatre jours et qu'il a saisi le 23 juin l'inspecteur d'académie pour qu'il se prononce dans ce sens.

Il est précisé que les assistantes maternelles du Relais se sont prononcées lors d'une réunion le 26 juin 2017 en faveur d'un retour à la semaine de quatre jours. La principale association socio-culturelle de la Commune (MJC) n'a pas fait état de difficultés dans l'organisation de ses activités dans le cas d'un retour à la semaine de quatre jours.

Les horaires des écoles publiques de Montluel à partir de la rentrée scolaire 2017/2018 seraient les suivants :

	Ecole Saint-Exupéry	Ecole Alphonse Daudet	Ecole de Jailloux
Matin	Ouverture des portes 8h30	8h20	8h20
	Horaires des cours 8h40 – 11h40	8h30 – 11h30	8h30 – 11h30
PAUSE MERIDIENNE			
Après-midi	Ouverture des portes 13h30	13h20	13h20
	Horaires des cours 13h40-16h40	13h30 – 16h30	13h30 – 16h30

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le passage à la semaine scolaire de quatre jours dès la rentrée scolaire 2017 /2018 telle que précisée ci-dessus, sous réserve de l'accord du DASEN ;
- De charger Monsieur le Maire d'entreprendre toutes les démarches utiles auprès des différents partenaires dans ce sens.

UNANIMITE

6/ **ADAPTATION DE L'OFFRE EXTRASCOLAIRE LES MERCREDIS SUITE AU PASSAGE A LA SEMAINE DE QUATRE JOURS ET ELARGISSEMENT DE L'OFFRE PERISCOLAIRE**

En cas de au passage à la semaine scolaire de quatre jours, Monsieur le Maire propose d'instaurer un temps extrascolaire les mercredis sur la base de ce qui est pratiqué pendant les petites et grandes vacances scolaires.

Ainsi, les enfants pourront être accueillis à la journée de 7h30 à 18h30 avec restauration ou à la demi-journée sans restauration de 7h30 à 12 H ou de 13h30 à 18h30 aux mêmes tarifs que ceux appliqués à l'accueil des enfants lors des vacances scolaires.

Monsieur le Maire rappelle que les tarifs sont les suivants :

Grille n°1	TARIFS MONTUEL ET ASSIMILÉS					TARIFS HORS MONTUEL				
	QF1	QF2	QF3	QF4	QF5	QF1	QF2	QF3	QF4	QF5
JOURNÉE AVEC REPAS	10,50€	12€	13,50€	15€	16,50€	12€	12,50€	14€	15,50€	17€
DEMI-JOURNÉE	2,40€	4,50€	6,50€	7,50€	8,60€	6,90€	6,90 €	6,90€	7,90€	8,90€

En outre, Monsieur le Maire explique que pour répondre au souhait de nombreux parents et leur permettre de concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle, la Commune a décidé d'élargir son offre périscolaire les jours de classe, à titre expérimental. Les enfants pourront être accueillis à partir de 7H et jusqu'à 19H.

Ces nouvelles tranches horaires 7H à 7h30 et 18h30 à 19H se verront appliquées la tarification par demi-heure en vigueur précisée ci-dessous pour mémoire. Par ailleurs un forfait mensuel est institué pour la tranche horaire correspondant à la première heure après les cours.

Grille n°2	TARIFS MONTUEL ET ASSIMILÉS					TARIFS HORS MONTUEL				
	QF1	QF2	QF3	QF4	QF5	QF 1à3	QF4	QF5		
Forfait mensuel pour la première heure après les cours	2,40 €	3,40 €	4,40 €	5,40 €	6,40 €	5,40 €	6,40 €	7,40 €		
Tarif par demi-heure	0,35 €	0,56 €	0,76 €	0,96 €	1,16 €	1,06 €	1,16 €	1,26 €		
Tarifs préférentiels 8h-8h30	0,24 €	0,39 €	0,53 €	0,67 €	0,81 €	1,06 €	1,16 €	1,26 €		

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver, sous réserve de l'avis favorable du DASEN, pour l'offre extrascolaire les mercredis, la grille de tarifs n°1 proposée ci-dessus dès la rentrée de septembre 2017-2018 et suivantes ;
- De prendre acte de l'élargissement de l'offre périscolaire ;
- D'approuver, pour l'offre périscolaire la grille n°2 de tarifs proposés ci-dessus dès la rentrée de septembre 2017-2018 et suivantes ;
- De modifier le règlement du centre social pour prendre en compte ces nouvelles offres.

UNANIMITE

<p style="text-align: center;">AFFAIRES SCOLAIRES</p>	<p>7/ <u>OUVERTURE D'UNE UNITE D'ENSEIGNEMENT EXTERNALISEE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018</u></p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 14 décembre 2016, le Conseil municipal avait approuvé l'ouverture d'une Unité d'Enseignement Externalisée pour une durée de six mois jusqu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017. Pour mémoire, cela permet d'inclure de manière régulière, deux demi-journées par semaine, sept enfants de l'IME au sein de l'école Daudet. Une salle leur est dédiée afin qu'ils puissent avoir classe au sein de l'établissement scolaire public. Ils sont encadrés par du personnel de l'IME, une enseignante et une éducatrice spécialisée.</p> <p>L'Unité d'Enseignement Externalisée permet aux élèves concernés de développer des compétences dans le domaine de la socialisation. En effet, des échanges, des relations avec d'autres élèves peuvent s'établir lors de temps où les liens sont favorisés, cours de récréation, couloirs. Par ces échanges, les élèves de l'IME scolarisés à l'école doivent apprendre à adopter des comportements adaptés dans les espaces partagés et ainsi de pouvoir être en contact avec les autres enfants.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver l'ouverture d'une unité d'enseignement externalisée pour l'année scolaire 2017-2018 ; - D'autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toute démarche, et à signer tous les documents se rattachant à ce projet. 	<p style="text-align: center;">UNANIMITE</p>
<p style="text-align: center;">AFFAIRES GENERALES</p>	<p>8/ <u>RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES</u></p> <p>Monsieur le Maire expose que conformément aux dispositions de l'article L337-9 du code de l'énergie, les tarifs réglementés de vente d'électricité ont été supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016 pour les sites aux tarifs « jaune » et « vert » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVa.</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2015-05-029 en date du 18 mai 2015, la ville a fait le choix de prendre part à une solution d'achat groupée coordonnée par le Syndicat Intercommunal d'Énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA). Outre la sécurité technique et juridique que garantit l'intervention du SIEA dans les marchés complexes de l'énergie, la solution d'un groupement de commandes répond surtout au souci d'efficacité économique de la commande publique.</p> <p>Le SIEA coordonne un groupement de commandes regroupant les communes, leur CCAS le cas échéant, et les groupements de communes du département de l'Ain. Il est chargé d'organiser, dans le respect du droit de la commande publique, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires, afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement. Le SIEA souhaite dorénavant résilier l'accord-cadre pris à cet effet, afin de tenir compte du mécanisme de capacité. La résiliation ne remet pas en cause le marché subséquent en cours, qui prévoit la fourniture d'électricité jusqu'au 31 décembre 2017.</p> <p>Le syndicat souhaite également modifier la convention constitutive, dans le but d'ouvrir le groupement de commandes à tous les établissements publics, et ainsi faire baisser les coûts de participation des membres, et obtenir des prix plus compétitifs auprès des fournisseurs.</p> <p>Le projet de convention, annexé à la présente note, propose les évolutions suivantes par rapport au contrat actuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elargissement à tous les établissements publics (EPA, EPCI) en complément des communes, CCAS et EPCI (SIVOM, SIVOS, SIVU...); - Clarification des conditions de retrait des membres ; - Fixation de la durée de la convention basée sur un accord-cadre de 4 ans composé de 2 marchés subséquents de deux ans chacun ; - Evolution de la formule de participation permettant : <ul style="list-style-type: none"> - D'obtenir une répartition la plus juste et la plus équitable possible du coût annuel. L'objectif du groupement d'achat étant de mutualiser les coûts de gestion ; 	

	<p>- De profiter de l'effet volume.</p> <p>L'analyse financière a démontré que le coût annuel de gestion du groupement d'achat d'électricité, actuellement composé de 334 points de livraison (PDL) est de 36 Euros / PDL / an maximum. En toute logique, et suivant le nombre de membres appelés à rejoindre le groupement, cette participation a vocation à être revue à la baisse.</p> <p>Il est demandé au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ; - D'autoriser l'adhésion de la commune au groupement de commandes ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés ; - D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de groupement avec le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain, et toutes autres pièces nécessaires ; - D'autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la ville de Montluel. 	UNANIMITE
<p>AFFAIRES GENERALES</p>	<p>9/ AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SEMCODA</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la SEMCODA sollicite la Commune pour participer à sa nouvelle augmentation de capital, à savoir par l'émission de 46 700 nouvelles actions d'une valeur de 325 € comprenant une valeur nominale de 44 € et une prime d'émission de 281 € pour tenir compte de la valeur réelle de l'action.</p> <p>Il est rappelé que la Commune possède 5 200 actions et bénéficie d'un droit de souscription préférentiel (à titre irréductible) de 239 actions mais peut également souscrire des actions à titre réductible qui seront attribuées si toutes les actions ne sont pas acquises.</p> <p>A l'issue de la période de souscription, le solde des actions nouvelles qui ne seraient pas absorbé par l'exercice du droit de souscription tant à titre irréductible que réductible, sera librement réparti par le Conseil d'administration, sous réserve du respect de la réglementation relative à la quote-part du capital devant être détenue par les collectivités locales d'une part, et par les personnes physiques ou morales d'autre part.</p> <p>De même, en cas d'insuffisance des souscriptions recueillies, le conseil d'administration pourra décider que l'augmentation du capital sera limitée au montant des souscriptions, à la condition qu'elles atteignent au moins ¾ du montant de l'émission prévue.</p> <p>Pour faire face à une demande supplémentaire de titres, le conseil d'administration pourra, dans les trente jours de la clôture de la souscription, augmenter le nombre de titres. Cette augmentation ne pourra toutefois excéder 15 % de l'émission initiale.</p> <p>Cette augmentation de capital viendra compléter les produits de la gestion locative d'une part et des ventes de logements en accession, en accession sociale mais aussi des ventes de patrimoine d'autre part, de manière à constituer une capacité d'autofinancement suffisante pour répondre au développement et aux besoins de qualification du parc.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'accepter la procédure d'augmentation de capital décrite ci-dessus, - De se prononcer sur la souscription ou non à l'augmentation de capital SEMCODA lancée par le conseil d'administration de la SEMCODA du 27 avril 2017 ; - De décider en cas de souscription du nombre d'actions à titre irréductible et du nombre d'actions réductibles. - De donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer le cas échéant le bon de souscription et tous les documents nécessaires ; - D'inscrire, le cas échéant, la somme correspondante au budget. 	<p>UNANIMITE</p> <p>NON</p> <p>SOUSCRIPTION</p>

Fait à Montluel, le 6 juillet 2017

Affiché le : **06 JUL 2017**.

Le Maire,
Romain DAUBIÉ

